

# Allocution d'ouverture – Conférence de presse de Dubai

**Édition de mai 2025 des Perspectives économiques régionales**  
**Conférence de presse sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord**

1<sup>er</sup> mai 2025

Dubai

**Jihad Azour**

Directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Bienvenue au lancement de l'édition de mai 2025 des *Perspectives économiques régionales* du FMI pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MOAN). Je suis heureux d'être de retour à Dubai pour échanger avec vous sur les perspectives économiques et les priorités de politiques publiques dans la région.

## **Commençons par un état des lieux.**

Nous nous attendons à ce que la croissance dans la région MOAN continue d'augmenter cette année et l'année prochaine, mais plus lentement que prévu dans l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales*. La montée des tensions commerciales, l'aggravation de la fragmentation géopolitique et l'affaiblissement de la coopération internationale suscitent une incertitude extraordinaire, qui pèse sur les perspectives économiques mondiales.

Nous continuons d'évaluer les conséquences pour les pays de la région des nouveaux droits de douane imposés en avril par les États-Unis. Leurs effets directs devraient être faibles car l'exposition commerciale de la région à ce pays est limitée et les produits énergétiques sont exemptés de ces mesures, mais leurs effets indirects pourraient être plus prononcés. Un ralentissement de la croissance mondiale pourrait affaiblir la demande extérieure et les envois de fonds, et un durcissement des conditions financières pourrait poser des difficultés aux pays dont la dette publique est élevée. Une chute des cours du pétrole aggraverait les positions budgétaires et extérieures des pays exportateurs de pétrole, mais apporterait aussi un certain soulagement aux pays importateurs de pétrole. Certains pays pourraient bénéficier d'un détournement des échanges, mais il est difficile de prévoir de tels avantages, qui surviendraient dans un contexte plus vaste de contraction des échanges.

Pour les **pays de la région MOAN**, cette évolution s'ajoute aux sources d'incertitudes régionales actuelles, notamment les conflits en cours, les foyers d'instabilité politique et la vulnérabilité aux effets du changement climatique. L'année dernière a été particulièrement difficile pour la région, les conflits ayant eu de graves coûts humains et économiques. En moyenne, la croissance dans la région MOAN a été de 1,8 % en 2024, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre.

Nous nous attendons à ce que la croissance se redresse en 2025 et 2026, en supposant que la production de pétrole reprenne, que les conséquences des conflits se stabilisent et que des progrès soient réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Les projections ont cependant été révisées à la baisse par rapport aux *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2024 sous l'effet d'un affaiblissement de la croissance mondiale, d'une chute des cours du pétrole qui nuit aux exportateurs de pétrole, de la persistance de conflits et d'une reprise de la production de pétrole plus progressive que ce que nous avons prévu après le maintien des réductions volontaires de la production décidées par l'OPEP+. Pour 2025, nous tablons sur une croissance moyenne dans la région MOAN de 2,6 % (contre 4 % prévus en octobre dernier). En 2026, la croissance devrait atteindre 3,4 % (contre 4,2 % prévus précédemment).

La croissance des **pays exportateurs de pétrole de la région MOAN** est restée stable à 2,2 % en 2024, mais avec des différences notables entre les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et les pays non-membres. Dans les pays membres du CCG, la vigueur de l'activité non pétrolière liée aux efforts de diversification a contribué à compenser les effets négatifs de la prolongation de la réduction de la production décidée par l'OPEP+. Les pays non-membres du CCG n'ont pas bénéficié d'une telle marge de sécurité. Dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance devrait atteindre 2,3 % en 2025 et 3,1 % en 2026, mais là encore avec un écart significatif entre les pays exportateurs de pétrole membres du CCG et les autres pays exportateurs. Dans les pays membres du CCG, nous prévoyons un redressement de la croissance tiré par une forte expansion du secteur non pétrolier ainsi que par une reprise progressive de la production de pétrole. En revanche, les pays exportateurs de pétrole non-membres du CCG devraient afficher une croissance plus faible en raison des sanctions, de la baisse des cours du pétrole, des contraintes de capacité et du désengagement budgétaire. La chute des prix pétroliers devrait réduire les marges de manœuvre budgétaire et extérieure de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole.

Dans les **pays importateurs de pétrole de la région MOAN**, la croissance a été ramenée à 1,1 % l'année dernière, soit la moitié environ de son niveau de 2023, sous

l'effet des répercussions directes et indirectes des conflits. Nous estimons que les pays directement touchés par un conflit, à savoir la Cisjordanie et Gaza, le Liban, le Soudan et le Yémen, ont enregistré une baisse moyenne du PIB d'environ 15 % en 2024. La hausse de la croissance attendue en 2025 s'explique principalement par une atténuation des effets négatifs des conflits. L'Égypte et la Jordanie, qui ont subi les retombées du conflit à Gaza et en Israël, devraient connaître une reprise modeste de la croissance en 2025, même si les difficultés persisteront tant que le conflit durera. Quelques autres pays importateurs de pétrole de la région MOAN ont été peu touchés par les conflits et devraient voir leur croissance s'accélérer, soutenue par le raffermissement de la demande intérieure et la mise en œuvre de réformes structurelles.

**Ces projections sont extrêmement incertaines, et les prévisions de référence risquent d'être révisées à la baisse.**

Permettez-moi de mentionner quatre principaux risques qui pèsent sur les perspectives.

Premièrement, les **tensions commerciales**. Une nouvelle escalade pourrait freiner la demande mondiale, retarder la reprise de la production pétrolière et durcir les conditions financières. Notre analyse montre qu'une hausse durable de l'incertitude provoquée par des chocs mondiaux est associée à de vastes pertes de production dans la région MOAN : si la forte augmentation de l'incertitude mondiale observée jusqu'à présent en 2025 se poursuit, la production pourrait chuter d'environ 4,5 % par rapport à sa tendance initiale après deux ans pour le pays moyen de la région MOAN.

Deuxièmement : les **conflits**. L'aggravation des conflits pourrait perturber les échanges, le tourisme et les chaînes d'approvisionnement, et accroître les flux de réfugiés.

Troisièmement : les **chocs climatiques**. La région MOAN reste exposée aux phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les sécheresses et les inondations.

Quatrièmement : la **réduction de l'aide publique au développement**, qui pourrait avoir de graves conséquences économiques et humanitaires, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays fragiles ou touchés par un conflit dans la région.

Il existe aussi des facteurs de révision à la hausse des perspectives. Un règlement rapide des conflits et l'accélération des réformes structurelles pourraient améliorer sensiblement les perspectives de croissance régionale.

**Dans ce contexte de grande incertitude, les décideurs devraient réagir dans deux grands domaines :**

Premièrement, **s'adapter aux nouvelles conditions**. Les responsables doivent prendre des mesures pour protéger leurs économies contre les scénarios les plus défavorables, et en priorité préserver la stabilité macroéconomique et financière. Dans les pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, il est fondamental de reconstituer des amortisseurs afin de mieux absorber les chocs futurs. Les pays subissant de fortes pressions inflationnistes devraient maintenir une politique monétaire prudente jusqu'à ce que les anticipations d'inflation soient solidement ancrées. Il convient de maintenir des niveaux suffisants de réserves internationales et, lorsque les taux de change sont flexibles, de les laisser amortir les chocs. À court terme, un moyen important de créer une marge de manœuvre consiste à renforcer les cadres institutionnels qui régissent la politique budgétaire et monétaire. Mettre en œuvre des cadres et des règles budgétaires à moyen terme crédibles tout en renforçant l'indépendance des banques centrales contribuera à ancrer les anticipations et à rendre les pays plus à même de faire face aux incertitudes.

Deuxièmement, **transformer l'économie**. Si la situation à court terme est complexe, il ne faut pas pour autant retarder les réformes. Tout atermoiement peut être coûteux lorsque les perspectives mondiales sont incertaines et les changements rapides. Les pays devraient plutôt accélérer le programme de réformes structurelles qui a fait l'objet de débats approfondis afin de réduire la vulnérabilité aux chocs et saisir les opportunités que présente l'évolution du commerce mondial et du paysage financier. Il faudrait à cet effet renforcer la gouvernance, favoriser un secteur privé dynamique et mettre en place des couloirs stratégiques de commerce et d'investissement avec d'autres régions, et au sein de la région MOAN.

[Soutien du FMI]

Avant de vous laisser la parole, **je souhaite souligner l'engagement sans faille du FMI dans son soutien aux pays de l'ensemble de la région MOAN**. Notre mobilisation reste forte, à la fois en termes de financements que de présence. Depuis 2020, le FMI a approuvé plus de 47 milliards de dollars de financements en faveur des pays de la région MOAN et du Pakistan. Nous nous engageons également aux côtés de la région par nos activités de développement des capacités, avec 274 projets réalisés durant l'exercice 2023/24 et une présence régionale croissante.

Pour conclure, je soulignerai notre **présence active dans les pays sortant d'un conflit**. L'évolution récente de la situation politique au Liban et en Syrie offre une occasion exceptionnelle de reconstruire des économies plus solides et inclusives. Il sera essentiel de consolider les paramètres fondamentaux de l'économie et de rebâtir des institutions pour réussir le redressement. Le FMI, en collaboration avec la Banque

mondiale et les partenaires régionaux, a créé un groupe informel de coordination afin de soutenir la reprise dans les pays du Moyen-Orient touchés par des conflits. Notre action portera principalement sur le renforcement des capacités, les orientations stratégiques et l'assistance financière.

Je vous remercie de votre attention et je vais maintenant répondre à vos questions.